



67 rue Saint Julien
76100 Rouen
02 35 87 39 25
sud.rpb@wanadoo.fr

Contribution au débat sur les risques technologiques majeurs

La terrible catastrophe de Toulouse nous a rappelé, de la manière la plus horrible, que les industries chimiques sont potentiellement dangereuses pour les travailleurs, pour les populations environnantes.

Cette catastrophe renforce tout d'abord notre engagement à étudier, proposer, agir, lutter pour le renforcement des conditions de sécurité dans les sites industriels.

En effet, nous constatons que le maintien d'un haut niveau de sécurité est incompatible avec la logique financière, « focalisée sur la création de valeur pour l'actionnaire » qui préside aux destinées de ces entreprises. :

1. Nous constatons que nous devons intervenir fréquemment, dans les Comités d'Entreprise, dans les Comités d'Hygiène, Sécurité (CHS-CT), pour exiger **des niveaux convenables d'investissements en matière de maintien et renouvellement des matériels.**
2. Dans de trop nombreuses entreprises, le recours systémique à la **sous-traitance** des travaux et au **travail précaire** conduit à la dégradation des conditions de sécurité.
3. Du fait des réductions d'emplois, des suppressions de postes de travail, de l'application des lois Aubry, sans embauches correspondantes à la réduction du temps de travail, les équipes sont en effectifs tout juste suffisants dans des conditions normales. Dès qu'il y a des absents, dès que la situation n'est plus normale, ces **effectifs deviennent alors dramatiquement insuffisants** pour faire face à des dysfonctionnements, des dérives.
4. Il en résulte une **intensification du travail**, qui cumulée aux conséquences du travail en postes, conduit à développer **fatigue, stress** ... qui ne favorisent pas les capacités des travailleurs à réagir face à un risque éventuel.
5. Le développement de la **polyvalence** a surtout été conçu par les Directions d'entreprises comme moyen supplémentaire pour diminuer encore plus les effectifs. Cette polyvalence repose trop souvent sur une formation insuffisante, elle conduit, dans ces conditions, à une **perte de savoir-faire.**
6. La politique d'**individualisation** détruit, au moins en partie, les collectifs de travail, leurs références, leurs capacités à agir et à réagir.
7. La multiplication de **procédures étouffantes** ne permet pas de contrebalancer ces effets négatifs. D'une part par ce qu'elles ne peuvent prévoir l'ensemble des situations dégradées ; d'autre part, parce que trop souvent, elles sont élaborées puis restent en sommeil, sans mise à jour. Telles qu'elles sont conçues et utilisées, elles sont en réalité des **parapluies** ouverts par les Directions pour se protéger des conséquences inévitables de leur politique.

Quelles conditions techniques pour des sites chimiques sûrs.

Peut-on avoir une sécurité à 100% dans les sites chimiques ?

C'est le seul point sans doute sur lequel il y ait unanimité. Toute activité humaine génère des risques. Quels que soient les moyens mis en œuvre, le risque nul ne peut être qu'un objectif. Ce qu'il y a de particulier dans l'industrie chimique c'est le degré

de gravité que peut atteindre un accident, vu les énergies mises en jeu (explosions, incendie) et la toxicité des produits utilisés. Ces deux notions peuvent d'ailleurs être rapprochées, puisque la chimie c'est par essence le travail de l'homme sur les molécules, niveau de la matière où les énergies deviennent importantes. Avec le nucléaire, travail de l'homme sur les atomes et les noyaux atomiques, un nouveau pas est franchi au niveau énergétique et les conséquences en termes physiques et biologiques sont encore plus élevées.

On distinguera donc deux notions : la probabilité que se produise un accident et la gravité.

Quelles conditions pour une sécurité maximum

Tendre vers la sécurité maximum, c'est tout d'abord réduire la probabilité qu'un accident se produise, c'est ensuite limiter les conséquences, c'est à dire la gravité, d'un accident, au cas où il se produit, malgré les mesures de préventions.

Réduire la probabilité d'un accident implique d'étudier les conditions de la production qui peuvent conduire à un accident.

L'étude de danger, obligation légale pour les établissements à haut risque (SEVESO II, article 9) est sensée répondre à cette question.

Cette étude est du ressort de l'entreprise elle-même. Elle est sensée étudier les facteurs de risques et les moyens à mettre en œuvre pour les limiter, envisager les différents scénarios crédibles d'accidents.

Les limites de ces études sont nombreuses. Quelques éléments :

Les scénarios étudiés sont ceux considérés comme crédibles. Or la chimie met en jeu des mécanismes complexes, qui pour certains n'ont pas encore été étudiés, pour d'autres sont peut-être au-delà de nos capacités actuelles de connaissance. La formation encore très positiviste des ingénieurs en France ne facilite pas l'ouverture d'esprit nécessaire pour appréhender de telles réalités. La première leçon que nous devons tirer de la catastrophe qui a touché Toulouse est celle-là : ce qui est considéré comme possible ou non l'est toujours dans l'état actuel de nos connaissances. La déclaration de Mr Biechelin, PDG d'AZF Toulouse, devrait rester graver dans les mémoires de tous ceux qui s'occupent ou s'occuperont de telles études : « Normalement, ça ne pouvait pas arriver, en marche normale je n'avais pas imaginé que ce soit possible ».

Tous les scénarios de risques peuvent-ils être déterminés de façon exhaustive ? Citons l'exemple d'une étude de dangers qui avait répertorié 42 scénarios. Quelques mois plus tard s'est produite une explosion dans une partie de l'installation, il s'agissait du 43^{ème} scénario, celui qui n'avait pas été prévu.

La base de connaissance sur les produits chimiques est insuffisante. Si les propriétés physiques et toxicologiques des grands produits de base la chimie sont dans l'ensemble bien connues, il n'en est pas de même de nombreux intermédiaires formés dans les réactions.

Notons que la Directive Européenne Seveso II prend en considération ces intermédiaires et que cette notion n'a pas été reprise dans sa traduction en droit français. On est en droit de se demander pourquoi et surtout de poser cette question au législateur.

Ainsi, dans une étude de danger, il nous semble que c'est la pire des situations qui doit être envisagée, même si elle est considérée comme improbable.

Ceci est particulièrement clair lorsque l'on examine les études de dispersion de gaz toxiques, en cas d'éventrement d'une citerne ou d'un incendie. Il existe pour cela différents modèles mathématiques, dont les paramètres et donc les résultats sont différents. On peut choisir différents facteurs, tels que la vitesse du vent, le type d'atmosphère et obtenir des résultats fort différents. Lorsqu'en plus est étudié un incendie, le nombre de facteurs augmente encore.

On a donc tout le loisir, d'augmenter ou de diminuer les distances de danger d'une part celle des effets mortels, d'autre part celle des effets irréversibles pour la santé.

Ainsi, un organisme officiel et réputé dans ce domaine vient d'accroître d'un facteur 3 la distance de danger d'une installation de stockage qu'il avait lui-même calculé dans une étude précédente !

Nous pensons qu'une mission de longue durée devrait être confiée à un groupe d'experts, soumis à un contrôle indépendant, pour définir un modèle unique servant de norme pour le calcul des zones de dangers. Ce modèle devrait être basé sur observations réelles et adaptées en fonction des retours d'expérience.

Le deuxième niveau de critique de ces études de danger réside dans le décalage entre le théorique et le réel, entre le prescrit et le réalisé.

Une installation chimique ne fonctionne jamais dans la réalité comme sur le papier. Les équipes de productions sont amenées à réaliser des opérations, des manipulations qui n'ont pas été prévues. Un exemple classique est celui des « shunts » dans les systèmes de contrôle ou de sécurité. Si elles y sont contraintes c'est parce que l'installation ne fonctionne pas comme prévu.

Les dérives des capteurs de mesures, l'usure du matériel, la qualité inconstante des matières premières (souvent pour des raisons économiques) parmi les facteurs qui expliquent ce décalage. On peut y rajouter la division du travail entre les concepteurs (recherche, bureau d'étude) et les producteurs. Certes, lors du démarrage d'une nouvelle unité, les premiers sont présents, pour quelques opérations puis quittent l'atelier. Et c'est des mois après, voire des années que commencent à apparaître les écarts.

Mentionnons enfin les aspects négatifs des systèmes de conduite, c'est à dire des ordinateurs qui mesurent, contrôlent, agissent sur le procédé. L'introduction de ces systèmes permet un meilleur suivi en temps réel des fabrications. Ces aspects positifs ont un revers, c'est celui d'éloigner les opérateurs du lieu physique de la production, d'offrir une image seulement du procédé, une image qui peut-être fausse (exemple de la catastrophe nucléaire de Three Miles Island) ou conduire à une fausse perception de la réalité. Or l'introduction de ces systèmes a été accompagnée de la réduction des effectifs de production, facteur limitant le contrôle de l'installation réelle. La pire des dérives que nous ayons constatée vient d'un ingénieur responsable d'atelier justifiant une réduction d'effectif en affirmant que la sécurité pouvait être assurée à 100% (sic !) par l'ordinateur. De tels propos sont potentiellement criminels.

Troisième niveau de critique : découlant de l'étude de dangers, les moyens visant à limiter la probabilité et la gravité d'un accident sont définis par les entreprises elles-mêmes. La philosophie actuelle consiste à les déterminer pour assurer le meilleur

niveau de sécurité, dans l'état actuel des technologies et à un coût économiquement acceptable.

Bien sûr, ces études et moyens sont soumis au contrôle des instances publiques (DRIRE, Préfecture) chargées de contrôler l'activités des entreprises dangereuses. Ces instances ont-elles les moyens et l'indépendance nécessaire ?

Comment limiter les risques pour le personnel et les populations

Il nous paraît très important d'associer dans la même question d'associer les salariés et la population. D'abord par ce que les habitants vivant à proximité des entreprises dangereuses sont aussi des travailleurs, parfois les mêmes que ceux qui travaillent dans ces entreprises.

Ensuite parce que c'est la notion même de risque majeur, c'est à dire d'accident ayant des répercussions à l'extérieur de l'entreprise, qui a joué un rôle essentiel dans le développement de la législation tant européenne que française et des moyens de contrôle. Les salariés des entreprises dangereuses en bénéficient.

Limiter les risques c'est donc tout d'abord diminuer la probabilité qu'un accident survienne. Pour cela, les moyens matériels et humains doivent être à la hauteur de l'objectif, indépendamment des considérations économiques. Tendre vers le risque 0, c'est ne pas se limiter aux coûts « économiquement acceptables », c'est définir socialement les moyens à mettre en œuvre réaliser en permanence cet objectif.

Or les conditions économiques, dans lesquelles sont réalisées ces productions, sont celles de tendre vers le maximum de profit. Les seules régulations sont les pressions externes (législations et contrôle administratif), l'image de marque des sociétés auprès des consommateurs, l'intervention des travailleurs et de leurs représentants en matière d'hygiène et sécurité.

La tendance à maximiser le taux profit se traduit notamment par la volonté constante de réduire les coûts de conversion. Cette réduction des coûts porte sur le matériels et les hommes.

Ainsi, assurer les moyens matériels et humains de la sécurité, c'est :

- utiliser la meilleure technologie existante
- l'entretien préventif des matériels de production et de contrôle
- assurer un effectif suffisant en permanence, possédant un haut niveau de formation
- un collectif de travail uni et solidaire

Or toute la logique de profit conduit à l'inverse, notamment dans la chimie lourde, fabriquant les produits de base, où les taux de profit se sont dégradés ; notre expérience propre, nos discussions avec nos collègues d'autres entreprises, les témoignages relayés par les médias conduisent au même constat : nous travaillons dans des groupes différents, dans des usines différentes, mais partout nos analyses se rejoignent :

- manque d'investissement en renouvellement de matériel
- manque d'entretien préventif
- transfert de l'entretien sur les équipes de production et diminution des équipes d'entretien

- introduction d'une polyvalence mal maîtrisée, réduction d'effectifs concomitante, perte d'expérience et de savoir-faire, stress et fatigue, rivalités détruisant le collectif de travail et la transmission du savoir-faire, tout ceci pouvant entraîner un défaut de surveillance ou la diminution des capacités à réagir
 - réduction des équipes de sécurité (pompiers), voire suppression de ces équipes
 - recours à la sous-traitance des travaux d'entretien
 - procédures théoriques inutilisables en pratique, mais parapluies pour les direction
 - incertitude sur l'avenir qui pèse lourdement sur le moral
- Chacune de ces lignes mériterait un long développement.

Tout débat sérieux sur les risques technologiques majeurs passe par la prise en compte de cette réalité. Toute avancée en matière de sécurité repose sur des garanties en matière d'emploi pour les travailleurs de ces usines. Toute autre démarche ne serait que poudre aux yeux.

Assurer la sécurité, c'est aussi réduire la gravité d'un accident au cas où il se produit, malgré les moyens mis en œuvre pour l'éviter.

Là encore, les moyens existent et leur mise en œuvre effective permettraient certainement de confiner tout accident dans des limites acceptables. Bacs de rétention pour les liquides, confinement des installations dangereuses, notamment les gaz, avec colonnes d'absorption, mise en dépression des ateliers, dispositifs permettant de contrôler les effets des explosions (murs inclinés ...).

Cela nécessite une évolution de la législation et de normes (par exemple, lorsque des stockages multiples utilisent un même bac de rétention, la législation en vigueur n'oblige à ce que la taille du bac soit suffisante pour recueillir la totalité des liquides stockés !).

Cela nécessite des investissements

Cela nécessite l'application des règles, même si la production doit être arrêtée. Citons l'exemple d'un stockage de gaz toxique dans un local confiné. Toute fuite dans le local provoquait l'arrêt de la distribution de ce gaz et dont l'arrêt des productions. Pour limiter la durée de cet arrêt, il était courant d'ouvrir grandes les portes du local, c'est à dire de supprimer le confinement. Exemple du décalage entre le prescrit et le réel, pour des raisons de rentabilité.

Un site comme celui de Toulouse peut-il être situé en zone fortement urbanisée

Tout d'abord une remarque sur le concept de site. Ce dont il est question à Toulouse, ce n'est pas seulement du site AZF, mais du pôle chimique où sont juxtaposés les sites d'AZF, de la SNPE et de Tolochimie. La proximité de productions et de stockages de produits présentant des risques d'incendie, de toxiques et d'explosion crée les conditions d'un possible effet domino. Le bilan terrible du 21 septembre aurait pu être autrement plus considérable si l'explosion avait en plus détruit un stockage de produit toxique.

L'urbanisation, habitats et structures d'accueil collectif, autour des sites industriels accroît les conséquences matérielles et humaines d'un accident. Pour notre part nous n'acceptons pas le calcul statistique du « risque socialement acceptable ». C'est ainsi que sont calculées notamment les normes d'exposition aux toxiques. Pour nous

une vie est une vie, chaque vie est unique et mérite d'être préservée. Ce devrait être le rôle de notre société.

L'urbanisation autour du pôle de la chimie de Toulouse n'est pas unique en France, loin de là. L'historique doit être reconstitué. Beaucoup de ces sites remontent à la première moitié du siècle et à l'époque étaient isolés. Ainsi, la question du logement, du prix du terrain et en réalité des inégalités sociales et de l'intérêt économique ont conduit à permettre l'urbanisation, parfois dense, autour des ces sites. La responsabilité des municipalités successives et des pouvoirs publics est écrasante. Combien de logements, d'écoles, de crèches, de centre d'accueils du public (hôpitaux, complexe cinémas) ont-ils été autorisés à proximité de sites dangereux et connus pour leurs dangers ? Un inventaire serait souhaitable.

Une telle promiscuité est bien sûr un facteur de gravité supplémentaire. Sans même parler de risques majeurs, nombre de ces sites industriels rejettent des polluants dans l'atmosphère. Même si les normes sont respectées, et elles ne le sont pas toujours, il n'est pas admissible que des populations et notamment de jeunes enfants y soient continuellement exposés.

Le traitement des risques majeurs par la législation actuelle semble globalement satisfaisant (sous certaines réserves), à condition toutefois d'appliquer et d'avoir la volonté de faire appliquer la loi, sans céder aux pressions de l'économie, c'est à dire du profit, au nom de l'emploi (on notera par ailleurs, que les mêmes qui évoquent l'emploi pour obtenir des permis de construction et des autorisations d'exploiter – argument majeur face à un Préfet- sont par ailleurs les premiers à supprimer les postes de travail, à licencier, fermer les unités de production ou les usines pour satisfaire les exigences de profits des actionnaires).

Par contre les textes régissant l'ex-plan d'occupation des sols (POS) devenu PLU (Plan local d'urbanisation) laissent la place à toutes les spéculations (dans tous les sens du terme).

La législation s'appuie notamment sur la circulaire du 24 juin 1992 qui prévoit dans un premier la définition de zones de dangers dites Z1 et Z2.¹

On a vu que ces zones étaient définies dans l'étude de danger réalisée par l'industriel lui-même, qui souvent fait appel à des expertises (INERIS, CEA ...). On a vu que les distances calculées à l'aide de modèles mathématiques ne peuvent qu'un ordre de grandeur et peuvent être facilement minimisées. D'où l'importance qu'il y aurait à les normaliser.

Ces deux zones étant définies », elles sont portées à connaissance des maires qui organisent une concertation prenant en compte :

- la sécurité des populations
- les impératifs de développement des communes
- ceux liés au fonctionnement des installations industriels.

De cette concertation doit découler la définition de deux zones de protection, rapprochée et éloignée imposant des restrictions aux autorisations de construction.

Donc non seulement la façon dont sont définies les zones de danger Z1 et Z2 est pour le moins discutable, mais encore l'élaboration des zones de protection va être réalisée sous de multiples pressions, notamment celles résultant d'enjeux

¹ Z1 : un accident aurait des conséquences mortelles pour au moins 1% de la population
Z2 : un accident occasionnerait des effets irréversibles pour la santé ou des blessures sérieuses.

économiques et financiers. Ces zones de protection, vu l'imprécision volontaire de la circulaire peuvent ne pas correspondre aux zones de danger.

Nous pensons que les municipalités sont trop sensibles à ces différentes pressions exercer seules une telle responsabilité. Il en est ainsi de nombreux domaines, les autorisations de construction en zone inondable en sont un exemple. Nous ne pensons pas non plus que les préfets soient plus indépendants face aux pressions des trusts. Le débat est ouvert pour déterminer les conditions d'un débat et d'une prise de décision indépendante sur ce sujet.

En tout état de cause, la loi devrait déterminer une limite minimale autour des sites dangereux, limite dans laquelle aucune construction ne devrait être autorisée. Cela notamment dans le cas de nouvelles installations industrielles. Quand aux sites existant en pleine agglomération le sujet devrait être abordé au cas par cas. Une fois déterminés les périmètres de sécurité de la façon la plus fiable possible, en tenant compte des scénarios les plus pénalisants, un inventaire des constructions, de l'habitat des centres d'accueil du public devrait être établi. Un débat contradictoire, associant toutes les parties prenantes devrait alors déterminer, dans le cadre de l'intérêt social, le réaménagement de la zone. C'est à dire conclure soit à l'établissement d'un véritable périmètre de sécurité avec déplacement des habitants et centres d'accueil publics, soit de l'entreprise. Dans certains cas, on s'apercevra qu'il est avantageux de déplacer une école et quelques habitations, dans d'autres cas, on se rendra compte que vu la dimension du périmètre de sécurité et la densité d'urbanisation, c'est le site industriel qui doit être reconstruit à un autre endroit.

Quel contrôle est possible ?

De quels moyens auraient besoin la Drire et les instances de contrôle

Comment les travailleurs et les populations pourraient exercer un contrôle

Les moyens de contrôle existent, ils sont insuffisamment employés.

En ce qui concerne les pouvoirs publics, il a été souvent dénoncé l'insuffisance de moyens humains et cela depuis longtemps. Il aura fallu Toulouse pour le gouvernement annonce la création de 100 postes supplémentaires, bien en deçà des effectifs nécessaires pour réellement contrôler l'ensemble des installations classées. Les effectifs permettent peut-être d'étudier les dossiers, certainement pas d'exercer un contrôle réel et permanent sur le terrain. Bien trop souvent les visites annoncées de la Drire ressemblent à une revue de casernement. Deux, trois jours auparavant, les responsables d'ateliers reçoivent des consignes pour tout mettre ordre, assurer le nettoyage et le rangement.

D'autre part, les Drire et les Préfectures n'ont sans doute pas l'indépendance nécessaire par rapport au pouvoir économique pour assurer véritablement leur mission. Anecdote révélatrice : dans un dossier d'autorisation d'un centre d'accueil du public à proximité d'un site dangereux, une Diren (Environnement) émet un avis négatif en considération des risques. La copie lui est renvoyée en lui demandant de se mêler de ses affaires (l'environnement) et non des risques technologiques, du ressort de la Drire.

Enfin, on doit s'interroger sur le recrutement des cadres des Drire qui ont reçu la même formation positiviste que de nombreux responsables d'industrie chimique, dans les mêmes écoles. Nous ne sommes pas certains que ce type de formation soit la mieux même de construire un esprit ouvert, libre ... qualités indispensable à ce travail.

Les moyens existent également au niveau des Comités d'Hygiène et Sécurité et des salariés. La sécurité est le domaine où les droits légaux des travailleurs et leurs représentants sont doute les plus vastes. Ainsi, le droit de retrait d'une situation de travail jugée dangereuse, le droit d'alerte représentent des outils puissants. Ces droits, tout comme le pouvoir d'investigation des CHS-CT sur les risques technologiques sont peu utilisés. Là, encore s'exerce la dictature de l'économie, à travers la menace de la fermeture de l'entreprise. La période actuelle de forte restructuration de l'industrie de la chimie et de la pharmacie ne fait qu'amplifier l'intégration de cette équation économique dans la tête des salariés eux-mêmes. Ceci est à rapprocher des pressions considérables qu'exercent les entreprises pour dissimuler les accidents du travail afin de diminuer leur taux de cotisation . Là encore, toute avancée importante en matière de sécurité a un préalable : la garantie d'un emploi pour ceux qui interviennent dans le débat ou sur le terrain quotidien de la sécurité.

Alors, oui nous pensons que les CHS-CT doivent prendre à bras le corps le dossier des risques technologiques, exiger la révision de toutes les études de dangers, exercer un contrôle permanent des conditions de sécurité, basé sur la connaissance du réel.

Enfin il importe que les associations, qu'elles soient de quartier, de parents d'élèves, environnementalistes ... s'emparent du dossier. Cela existe parfois. Les interventions d'association de Toulouse dans les enquêtes publiques concernant AZF en sont un exemple. Toutefois, trop souvent, le dossier d'observations de ces enquêtes reste vide. Il est vrai qu'un dossier d'enquête publique présente toujours un aspect rebutant : une pile fort épaisse de documents, des aspects techniques d'approche difficile ... Il serait souhaitable que des associations se spécialisent dans ces études, qu'elles s'entourent de l'avis des CHS-CT des usines. Il serait tout autant souhaitable que se développent des organismes d'expertise indépendants auxquels pourraient se référer aussi bien les associations que les municipalités. Reste à concevoir un mode de financement garantissant leur indépendance.

Quelles questions à Total Fina Elf

Les mêmes qu'à toutes les entreprises de la chimie. Il n'est pas tolérable que les conditions de sécurité se dégradent pour satisfaire les appétits financiers des actionnaires. Nous n'avons donc aucune question à leur poser, mais à leur opposer une lutte continue et sans relâche pour l'emploi, l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail.

Quelles questions aux pouvoirs publics

La société est en droit d'attendre des pouvoirs publics autre chose que l'organisation de grandes messes régionales et nationale.

Nous en attendons tout d'abord la mise en place de moyens réels de contrôle des entreprises dangereuses.

Notamment : le transfert de l'élaboration des études de danger à des organismes publics. Des moyens suffisants pour contrôler réellement sur le terrain l'activité de ces entreprises, en parallèle d'un élargissement du champ de recrutement des Drire (en particulier aux formations universitaires). La normalisation des études de dispersion des toxiques et des zones de danger.

Une traduction intégrale de la Directive Seveso en droit français, notamment sur les intermédiaires et synthèse et les corps pouvant être générés dans les procédés

Ensuite une révision de la législation sur l'élaboration des Plans locaux d'urbanisme. Cela doit commencer par un inventaire des habitations et des centres d'accueil du public autour des sites dangereux. Nous souhaitons que s'organise un débat démocratique sur chaque site dangereux et son environnement immédiat associant toutes les parties en présence : élus, habitants et leurs associations, parents d'élèves et enseignants, représentants de l'état et des entreprises, salariés et leurs représentants de façon à définir ou redéfinir au cas par cas les dangers, les mesures à mettre en place dans l'entreprise et dans son environnement, pour tendre vers le maximum de sécurité.

L'ensemble de l'information de la population sur les risques, les moyens d'alerte et de protection, la conduite à tenir en cas d'accident est à revoir.

Des tentatives timides ont été réalisées dans les zones où la concentration d'entreprises dangereuses est la plus forte. Des plaquettes ont été distribuées. Ressemblant plus à des prospectus publicitaires vantant les entreprises, leurs productions et les mesures de sécurité, destinées plus à rassurer les populations qu'à les informer réellement, elles ont plus trouvé leur place dans des poubelles qu'au-dessus du téléphone familial.

Nous attendons des mesures concrètes pour permettre aux travailleurs des sites dangereux d'intervenir réellement sur les conditions de sécurité. Cela implique un moratoire sur les suppressions d'emploi, liées aux restructurations et modifications de l'organisation du travail, un droit de veto des comités d'entreprise sur les suppressions d'emploi, l'interdiction du recours à la sous-traitance, avec intégration des salariés des ces entreprises de sous-traitance dans l'effectif de l'entreprise.

Enfin, une mesure pas si anecdotique qu'il y paraît, serait d'obliger à indiquer sur chaque produit commercialisé l'ensemble des entreprises qui ont contribué à son élaboration, depuis les matières premières initiales, une sorte de traçabilité des marchandises.

Déménager le site entièrement ou pas, en bloc ou pas

Quelles conséquences pour les populations et les travailleurs

Quelles mesures immédiates et à long terme pour les travailleurs du site

Il a été évoqué à Toulouse notamment l'idée d'éloigner et de construire ou raser campagne les entreprises dangereuses.

En tant que travailleurs de la Chimie cette idée ne nous réjouit pas. Une sorte de ghetto où nous aurions le droit d'être exposés au danger, éloignés des centres de la vie sociale au détriment de nos propres conditions de vie, où tous les incidents pourraient être encore plus facilement camouflés.

Le projet de 3^{ème} aéroport parisien montre de plus que des lieux isolés, loin de toute population sont peu nombreux en France, voire inexistantes.

Cette insistance à déménager les sites entre de plus en plus en corrélation avec les plans des trusts de la chimie soit de fermer les secteurs dont ils estiment la rentabilité insuffisante, ou de les délocaliser. Il est effectivement des pays où la législation en matière de sécurité est inexistante, où le droit même des travailleurs est interdit, où les associations de citoyens ne peuvent être que clandestines. Le paradis pour exploiter en silence.

Ce qui est possible, c'est tout d'abord d'établir un véritable no man's land autour des sites, Avec relogement convenable des habitants et déplacement des centres d'accueil du public. C'est mettre en place des dispositifs de sécurité intrinsèques permettant d'assurer qu'un accident grave n'aura pas de conséquences majeures.

Si les dispositifs de sécurité intrinsèques ne permettent pas d'assurer cette sûreté il convient d'étudier toutes les modifications de fabrication permettant de l'assurer, quitte à modifier les matières premières, en nature et en genre, lorsque c'est possible. Par exemple un stockage d'ammoniac sous pression, à température ambiante est particulièrement dangereux. En cas de rupture de conduite ou d'éventrement de sphère, une grande partie de l'ammoniac va être libérée, formant un important nuage toxique. Si l'on utilise un stockage cryogénique (refroidissement de l'ammoniac), la quantité de gaz libérée en cas d'accident sera beaucoup plus faible, donc la gravité moins grande. De même il est parfois possible de substituer un solvant de réaction par un autre, moins dangereux, moins toxique. Ou encore la forme même du produit final peut intervenir pour réduire le risque. Par exemple l'explosion de Toulouse ne se serait pas produite si le nitrate d'ammonium avait été produit en solution aqueuse, tout comme l'est le mélange nitrate d'ammo/urée. Bien sûr dans toutes ces modifications techniquement envisageables se pose un problème clef : le coût. Et c'est là que doit intervenir le débat de société. Toutes ces questions ne peuvent rester l'apanage des trusts de la chimie, focalisé sur la maximalisation du profit, sur la rémunération de l'actionnaire.

Bien sûr, il n'est pas toujours possible d'écarter radicalement tout risque grave. Il est évident que lorsque l'on fabrique, à Toulouse, une certaine qualité de nitrate d'ammonium en tant que matière première d'un explosif utilisé dans les mines, ce produit doit être considéré comme explosif potentiel et cette production particulière doit être éloignée à plusieurs kilomètres de toute habitation, sans préjudice des mesures de sécurité à prendre, qui doivent être celles correspondant à la catégorie des explosifs.

De même, le nombre, la qualité, les quantités de substances extrêmement toxiques (phosgène, ammoniac, chlore, isocyanates,) sur les 3 sites de Tolo, SNPE, AZF pose

un problème particulier, vu la densité de l'urbanisation. Une telle concentration n'est pas compatible avec la sécurité de la population.

Quelle conception citoyenne de l'industrie chimique

Quel avenir pour la chimie

Pourrait-on produire autre chose et comment

Intérêt social des productions

Quelles solutions alternatives.

Une solution pour éviter à coup sûr tout risque lié à la chimie serait de supprimer la chimie elle-même. D'un simple regard autour de lui le lecteur de ce texte, pourra apprécier ce qui lui manquerait dans cette perspective. Une étude un tout petit peu plus précise de sa maison lui permettra de se demander s'il est possible de se priver de peintures, de teintures, de colorants, de plastiques, de produits d'entretien ménagers, de gaz ou de fuel, ...

Pourquoi pas après tout, nos lointains, très lointains, ancêtres s'en sont bien passé. Mais il faut remonter très loin le passé de l'humanité pour arriver à se séparer de toute chimie et de tout risque

Nous pensons que le drame de Toulouse doit être l'occasion d'ouvrir un véritable débat de société, un débat permanent qui débouche sur des solutions concrètes, dans le cadre d'un véritable contrôle démocratique de la production.

Nous souhaitons que s'ouvre un véritable débat de société, partant de l'utilité pour la société des productions. Prenons un exemple : un médicament permettant de sauver de la mort 80 000 êtres humains chaque année nécessite l'utilisation d'un produit explosif; nous pensons que le risque vaut la peine d'être pris. Un produit de traitement de l'herbe, utilisé sur les terrains de golf est fabriqué à partir d'un puissant produit toxique ; aucune raison sociale ne justifie de courir un tel risque.

Ce débat ne peut se construire que sur un nouveau postulat : c'est l'utilité sociale qui détermine la nécessité de produire et non l'impératif du profit.

Ce débat, doit associer producteurs, utilisateurs et consommateurs. Pour prendre le cas de l'agrochimie : de quelle quantité, de quelle variété, de quelle qualité de nourriture avons-nous besoin? Quels sont les moyens à mettre en œuvre au niveau de l'agriculture pour couvrir ces besoins? Quels sont alors, en quantité et en nature de produits, les besoins de l'agriculture?

Une fois que la nature de ces produits aura été déterminée, il restera à déterminer les conditions de leur production : si des produits dangereux ou des procédés dangereux doivent être utilisés, n'est-il pas possible de les remplacer par d'autres, moins dangereux, voire inoffensifs. Si des produits ou des procédés dangereux doivent être utilisés, quels sont les meilleures technologies à mettre en œuvre, sans considération du coût économique.

Aujourd'hui c'est la possibilité ou non de réaliser du profit qui détermine que l'on va fabriquer ou non un produit. Ainsi dans la pharmacie, les produits en or des labos sont les antiulcéreux, les cardiovasculaires, les antidépresseurs, tous utiles certes, mais qui correspondent avant tout aux traitements de maux favorisés par un certain

mode de vie : course, stress, rivalité, malbouffe Rien d'étonnant à ce que le marché nord américain consomme plus du tiers des médicaments. Et qu'en contre partie plus de 16 millions de personnes meurent chaque année de maladies parasitaires ou infectieuses qui pourraient être soignées si l'industrie fabriquait ces médicaments en quantité suffisante. Le grand tort de la zairoise qui meurent de la maladie du sommeil dans des conditions horribles c'est de n'être pas solvable. Alors que la plupart des américains du nord peuvent se payer leur antiulcéreux et être ainsi une source de profit.

Nous nous inscrivons dans un projet de société dans laquelle les choix de production sont contrôlés par les producteurs et les utilisateurs, dans l'intérêt général de la société et non en fonction du profit que peut en retirer une minorité, sans se soucier des risques encourus.

C'est à dire, produire utile au service des hommes et des femmes de cette planète, sans risquer de perdre notre vie (et celle des autres) à la gagner.